Bourreaux de conscience : D’Aristote à Monsieur Poincaré

Des naïfs auraient pu, avant cette guerre, s’étonner encore que des écrivains « réactionnaires » aient pu avoir une si considérable influence sur la démocratique fille de la Révolution. J’espère que le phénomène de « l’Union sacrée » aura suffisamment démontré qu’il y a en France, au delà des apparentes et éphémères différences de partis, une commune et vague idéalité d’ordre social qui sait faire profiter la nation de toutes les disciplines et de toutes les éloquences, quelle qu’en soit la forme.

L’important en ce pays est que l’écrivain comme l’orateur n’oublie pas de parler pour son public. Malheur à celui qui n’écrit que pour exprimer sa propre pensée et ne parle que pour défendre l’action de son être. Ce dangereux individu qui ne comprend pas que la parole humaine n’est, faite que pour traduire en un style personnel les idées de tout le monde, ce malfaiteur qui s’obstine à ne pas employer son talent au service d’une collectivité sera mis en demeure de se soumettre ou de se démettre, de capituler ou de mourir. Mais du moment qu’un homme de pensée n’a pour fin que d’éduquer le groupe humain auquel il appartient et de faire profiter cette masse de toutes les ressources de son intelligence en lui léguant un de ces grands mots boursouflée qui lui servent de principe afin de mieux agir en bloc et d’un seul mouvement, ce bienfaiteur qui sait dispenser ses contemporains de la souffrance de penser par soi-même, est un génie qui mérite de la mémoire des hommes. Alors qu’importe le sens du mot et sa couleur pourvu qu’il soit prononcé avec un dogmatisme assez formellement catégorique pour s’imposer aux multiples cervelles en une même vibration. Toute parole est bonne pour une foule à la seule condition qu’elle puisse en faire un

drapeau. L'important pour les hommes sociaux n'est-il pas d'abord de se grouper et de se discipliner… Pourquoi ? Et qu'importe ? Les idées viennent ensuite suivant le hasard des événements. Mais ce qu'il convient c'est d'être là, massés en un troupeau d'inconscience prêt à se mouvoir au commandement d'un chef – dieu, roi ou loi – derrière un symbole de servitude – croix ou croissant – drapeau blanc ou tricolore ou rouge, sous le stimulant d'une fanfare de cuivres ou de mots – vers toutes les fosses communes de la vie ou de la mort, de la paix ou de la guerre, en tas d'uniformité. Voilà comment il se fait que la même époque subit avec une égale bienveillance les lourdes gesticulations de l'emphase socialisante d'un Jaurès, les sèches claironnades d'un Barres, les gargarismes de sens commun d'un Faguet, les disciplines cléricales d'un Brunetière et les humanitaires campagnes des membres de la Ligue des Droits de l'homme. C'est que tous ces gens-là en somme s'entendaient dans leur commun concept d'uniformisation. Chacun à leur façon, ils poursuivaient le même idéal : la constitution d'un type social sur lequel se devaient former les hommes de France. Avec des ciseaux d'inégale dimension, chacun d'eux collaborait à tailler le patron modèle d'après lequel se devaient châtrer toutes les personnalités. Ils n'avaient pensé, écrit, parlé que pour cola : l'intégrale réduction de l'individualité à l'idéale forme du tout.

Alors l'effort de chacun. – quel qu'il fut – devait nécessairement servir à tous. En apprenant aux jeunes hommes à se discipliner aux règles d'un Parti socialiste qui n'oubliait pas d'être Français, Jean Jaurès faisait la même besogne que Ferdinand Brunetière en leur enseignant de suivre les dures leçons d'obéissance de la hiérarchique Église et que Maurice Barrés en les incitant à la gymnastique morale du bon patriote. À l'heure du danger, les apparentes raisons s'oublient, les fantômes d'idées s'évanouissent, mais ce qui reste chez tous, identique, c'est l'habitude de la discipline, le mouvement mécanique du tassement et du rangement pour une action collective, c'est, dans l'oubli de la conscience

individuelle, le souvenir des gestes qui font marcher en ordre pour obéir à la loi.

Jean Jaurès n'a pas démérité de la Patrie qui l'assassina. Le tribun du socialisme français fut un patriote méconnu. Assurément, si les politiciens du nationalisme avaient été à la fois plus soucieux du bien réel de leur pays et plus intelligents de la psychologie du socialisme, ils n'auraient pas fait assassiner Jaurès et si, leur amour-propre les eût empêchés d'adopter sa politique, ils eussent au moins, compris que le fait accompli de la guerre déclarée entre l'Allemagne et la France ne l'aurait pas empêché lui non plus de faire son « devoir de Français ». Car Jean Jaurès était un Français, tout aussi bien que M. Barrés ou M. Bunau-Varilla. Ses ennemis politiques ont commis un crime inutile.

Jean Jaurès était Français à la façon d'un méridional ; c'est-à-dire qu'il accentuait terriblement les légers défauts de sa race. Il était éloquent. Il savait admirablement parler au public, parce qu'il ne pensait que pour lui parler. Malgré les apparences, ce tribun socialiste appartenait à la même tradition de pensée formaliste que Brunetière et Victor Cousin. Mais il savait être plus actuel que ces attardés. D'ailleurs son tempérament grossier le portait plutôt vers les succès de la place que vers ceux de la chaire. C'est pourquoi il sut être de son temps et adapter aux idées du jour les formes du passé. Jean Jaurès me faisait penser à Bossuet. L'ours de Carmaux parlait aux bons citoyens de notre République avec la même fougue superbement oratoire, l'identique ton de phraséologique prédication que l'aigle de Meaux employait pour émouvoir les « honnêtes gens » de son siècle. C'est la même magnificence de forme au service des lieux communs. Du temps de Jaurès, les lieux communs ne hantent plus ni le ciel, ni Versailles. Ils sont descendus à la hauteur du ventre et sur le pavé électoral. Les lieux communs se sont démocratisés, mais ils ne c'en développent pas moins éloquemment dans la bouche des orateurs et des écrivains

qui les rehaussent de leur style.

Aujourd'hui on parle et on écrit pour les gens civilisés et les bons citoyens comme au 17e siècle on le faisait pour les gens du monde, comme au 16e pour la Cour et comme au Moyen-Âge pour les clercs. C'est toujours le même formalisme qui fait se préoccuper de parler comme il faut, et non comme l'on veut, de respecter l'opinion des auditeurs et non sa propre pensée, de modeler son expression sur les sentiments généraux d'un moment social et non sur les intimes sentiments de l'âme individuelle.

Formalisme humanitaire en ces temps de mercantilisme international qui s'ouvrent devant nous, formalisme national aux époques où l'intérêt social se cristallisait en idéologie patriotique, formalisme mondain aux siècles où une caste avait le triste privilège de représenter la, publique opinion, formalisme seigneurial aux jours de la puissance féodale, formalisme catholique en ce Moyen-Âge où le clergé était seul à penser et à lire, formalisme aristotélicien en tous tempe, depuis Aristote ; car, en tous ces formalismes, qu'ils se dénomment catholique ou mondain ou nationaliste ou socialiste, également, je retrouve, en diverses applications, la vieille logique, faussement classificatrice de l'éternelle scolastique ; j'y retrouve la même croyance assassine en un type idéal de l'être à réaliser uniformément par tous les hommes. J'y entends gémir la même plainte atroce de l'esprit que l'on emprisonne derrière les barreaux de la règle universelle. Dans toutes ces idéologies, l'idéal se nie à chaque fois qu'il veut s'affirmer en lois pour la conduite des troupeaux d'hommes, parce qu'il ne peut y vivre collectivement qu'à la condition de mourir dans l'âme de chaque individu qu'il se soumet.

Cependant pour qui préfère renoncer à la noble vie de la conscience pour l'active inconscience du Monde social, ces idéologies ont leur utilité. Elles sont les moteurs de la

machine qui poussent en chaque engrenage la force et la régularité de leurs fonctions. Leur nécessité se fait surtout plus puissante en certaines circonstances où le mécanisme social a besoin plus que jamais de toute son énergie et de toute sa précision, je veux dire en ces historiques heures où il s'entraîne à ne fonctionner que pour le meurtre.

Guerres ou révolutions politiques n'ont jamais manqué en France d'idéologues pour les attiser de leur éloquence.

La « Grande guerre », nous l'avons vu, ne laissa pas d'enflammer les plus dilettantes de nos plumitifs afin d'en faire d'épouvantables diables, sautant et dansant autour du petit feu de joie jusqu'à ce qu'il prît les proportions d'un brasier d'enfer. Il y eut les Lavedan, les Capus, les Bourget, les de Flers, les Maurice Donnay et les Marcel Prévost, lâchant leur plume à chatouiller les sexes pour empoigner à pleines mains, la fourche à nourrir les flammes. Ce fut la guerre de 1870, qui porta aux nues ces deux étoiles de la troisième République : Thiers et Gambetta, afin, d'éclairer la route à tous les lycéens de France en marche à travers les champs mal labourés de la culture générale comme autant de bons à rien déguisés en petits rois mages promis depuis les temps à la félicité sociale et faisant route vers le Barreau, cette Bethléem de la politicaillerie républicaine, afin d'y trouver en son berceau de mensonge environné de rayons d'or, le divin mandat électoral.

Avec la 3e République, l'avocat ne faisait que s'épanouir. M. Poincaré est l'aboutissant de soixante ans de vénéneuse floraison. Depuis 1789, l'avocat sévit en France comme un rat dans son fromage. La France et l'avocat sont désormais inséparables. Rien ne pourra jamais arracher l'un à l'autre. La France est l'expression géographique de l'avocat et l'avocat est l'humaine expression de la France. Ils forment, en leur rare symbolique réciproque, un tout que Charles Maurras, malgré toute son intelligence et sa hardiesse, ne

pourra jamais modifier. Séparer la France de l'avocat me semble plus impossible encore que d'arracher l'Allemagne au Kaiser,

L'actuel avocat qui régit la France tient les rênes de son char avec une maîtrise trop autoritaire pour que nous puissions l'assimiler à la multitude des inoffensifs Trouillot qui peuplent les mares de la politicaillerie radicalo-socialiste. Il n'est pas un de ces innombrables bons bougres d'avocats qui font du parlementarisme une question de libre bavardage loin du sévère vis-à-vis de la Cour. L'homme à la face pâle ne rigole pas. Il ne gesticule pas à tort et à travers non plus, Poincaré n'est pas le fils de Gambetta, mais le disciple de Royer-Collard. Il est un *doctrinaire*.

Je sais bien que le maître du « doctrinarisme » était un légitimiste et que M. Poincaré est Président de la République. Mais cela n'a rien de contradictoire : les événements contemporains nous ont suffisamment montré qu'un Chef d'État peut, quand il sait le vouloir, exercer son autorité sur la nation aussi indiscutablement en régime républicain que sous le tsarisme le plus souverain.

Or, Royer-Collard conciliait le droit du souverain avec ceux des parlements. En un style grave et morne, précis et froid, sans passion et sans fantaisie, cet avocat devenu professeur de philosophie à la Sorbonne excellait dans l'art d'accommoder en doctrine philosophique les commodités de la bourgeoisie. Sous le nom de « nouveau spiritualisme » cet économiste libéral avait trouvé moyen de se faire aimer des catholiques. Sa philosophie oratoire les rassurait sur les intentions du siècle. L'Église voyait avec plaisir cet homme de bon sens qui comprenait enfin la nécessité de rattacher le progrès matériel au progrès spirituel, la foi économique à la foi catholique, l'administration du « bien public » au respect de la divine autorité ! Le glacial député de la Marne fut le vrai père intellectuel du sénateur de la Meuse. Royer-Collard apprit à Poincaré la bonne recette de toute gloire

politique : l'art d'être médiocre avec éclat.

Un autre maître de cette vieille Sorbonne, si chère au jeune Agathon, dut, lui aussi, par sa légende autant que par ses écrits, contribuer à la formation morale de l'Homme à la face pâle. Je veux parler de M. Guizot qui n'était pas non plus un rigolo. L'idéal de ce dogmatique renfrogné qui avait la franchise de n'appeler raison qu'un ensemble choisi des idées qui convenaient le plus à l'utilité de sa classe fut de transformer la France en une association de riches bourgeois dont il serait le patron en chef. Pour ce glacial monstre, rien ne comptait que les affaires de son pays et tout homme n'était à ses yeux qu'une infime pièce de la grande machine capitaliste. Aussi était-il naturel que son système politique comportât au premier plan l'énergique oppression des individualités. Il n'y manqua pas quand il en vint à l'application pratique. Ayant à la place de l'âme un de ces quadrilatères de roche que les juges et les procureurs nomment leur conscience, il n'aimait personne, pas même les avocats. Mais il savait le respect des valeurs budgétaires. Aussi sut-il à la perfection vouloir le bien de son pays. M. Guizot fut un excellent homme d'État.

De la même façon, il se montra un écrivain d'ordre ; dédaignant les individuelles manifestations de la vie, et ne s'intéressant qu'aux seules idées assez générales pour ne pas permettre à l'individu de troubler l'ordre de la classe, et assez particulières pour ne pas susciter de critérium supérieur à celui du concept de classe, M. Guizot fit de l'histoire comme il faisait de la politique, en autoritaire et en dogmatique, soumettant aux « *lois morales* » les événements du passé comme il y voulait soumettre, par son action, les hommes de son temps.

Ainsi l'écrivain par la force de sa logique démonstrative, en habituant les cerveaux de ses compatriotes à concevoir dans l'histoire comme une nécessité un ordre de faits qui n'était que dans sa préférence de doctrinaire, préparait les citoyens

à accepter avec soumission dans la vie, les lois que le gouvernant leur destinait. L'historien, en Guizot, n'était que l'auxiliaire de l'homme d'État. Guizot écrivain fut a Guizot politicien ce que fut, en 1912, Agathon pour Poincaré : un huissier à chaîne d'or préparant les voies de son ministre.

La « grande » Révolution eut du moins un mérite : celui de ne pas laisser aux hommes politiques les loisirs nécessaires pour devenir des hommes de lettres. N'ayant pas le temps d'écrire, ils se contentèrent de parler. Ainsi il n'y eut que demi-mal : au lieu d'écrire comme on parle, ils se contentèrent de parler comme on écrit. Ils eurent la franchise de n'être que des discoureurs et de ne pas prétendre au titre d'écrivain. Mais, par malheur, se trouve-t-il toujours quelque personnage d'assez mauvais goût pour se permettre l'exécrable facétie de réunir en recueil posthume les papiers d'un orateur, et c'est pourquoi nous avons le désavantage de pouvoir juger de l'œuvre écrite de tous ces tyranniques bavards qui ne cessèrent de remuer leurs langues pâteuses qu'à l'heure du couperet. La guillotine fut toujours ignoble, mais je serais presque tenté de la trouver l'une laideur moins monstrueuse en songeant à ces instants de sa carrière où elle sut reconnaître les *siens* [[C'est-à-dire ceux-là même qui surent la faire fonctionner.]]. Notre « grande guerre » ne possède même pas une telle atténuation à son horreur. Non seulement ceux qui la voulurent ne se contentent pas d'en parler, et ne cessent d'en écrire à plume que veux-tu, en prose et en vers, et en tous lieux indécemment, mais encore hélas ! ceux-là qui la chantent ne sont pas du tout ceux qu'elle tue.

Semblable à la « grande guerre » d'aujourd'hui, la « grande Révolution » a fait germer sur la décomposition de toute pensée et de tout art individuels, les pires champignons de l'éloquence sociale : phraséologie ronflante, apologie du type fixe, paralysie générale de l'imagination et de la sensibilité, aplatissement de toute personnalité devant la

bêtise triomphant en formulée abstraites et en déclamatoires sentimentalités. Les mots pour lesquels les citoyens le France s'assassinaient il y a 125 ans, au chant de la *Carmagnole* étaient les mêmes au nom de quoi, en août 1914, les prolétaires de l'Europe partirent sur les champs de bataille afin de s'y entretuer au chant de « l'Internationale ».

« Droit », « Liberté », « raison », « justice », « humanité », « civilisation », tels furent jadis les identiques termes d'éloquence dont se servirent à tour de rôle Mirabeau et Vergniaud, Danton et Marat et Robespierre pour enflammer leurs foules à 1'ivresse du meurtre et justifier leurs réciproques guillotinades, telles sont encore les grandiloquentes formules dont usent en leurs discours aussi bien Guillaume ii que M. Poincaré, le tsar que le roi d'Italie, François-Joseph que Georges d'Angleterre, M. Briand que Bethmann-Holweg ou que Lord Asquith afin d'en souler les lamentables troupeaux d'humanités en armes dont les réciproques égorgements doivent servir leurs obscures compétitions matérielles.

Toutefois, la plupart des chefs de la Révolution ne firent pas que décréter la guillotine, ils durent aussi à leur tour y monter. Certes, je ne leur trouve pas plus de mérite à en avoir été les victimes que d'en avoir été les bourreaux, mais au moins coururent-ils quelque risque et ne firent-ils rien pour y échapper. Jusqu'à l'heure où j'écris ces lignes, rien ne me fait présager que M. Poincaré ou son collègue Guillaume puissent mourir à la guerre. La France et l'Allemagne ont trop besoin de leur décorative éloquence pour que l'une ou l'autre consente jamais à les voir endosser la tunique du « poilu en tranchée ». Leur vie appartient à l'État et… l'État, c'est eux !

Ainsi pensait aux temps de la Révolution l'un de ses rares chefs qui eut le talent de savoir en être sans en mourir. Mirabeau ne connut pas les douceurs de la guillotine. Il est vrai que ce révolutionnaire avait toute l'étoffe d'un homme

d’État. Il était politicien jusqu’à la moelle des os. Il savait emballer les foules en déclamant avec fougue des discours qu’il n’écrivait pas. Il mobilisa une cohorte de jeunes gens nourris de latinités oratoires afin d’en faire les ouvriers de sa géniale entreprise d’éloquence populaire. Il avait l’art d’utiliser les capacités ; Mirabeau était un homme moderne. Briand lui ressemble à peu près de la même façon que la hyène ressemble au tigre.

Il y a chez ces deux bêtes la même souplesse de conscience au service de la même force de cruauté. Mirabeau, comme Briand, n’avait que des appétits matériels. Il n’avait pas plus d’âme qu’un Aristide. Rien en lui ne fonctionnait que par une froide intelligence calculatrice au service de son ambition. Depuis son enfance jusqu’à sa vieillesse cet être n’aspirait qu’à jouir des biens de la vie sociale. Aussi ne regarda-t-il pas aux moyens. Pour réussir, il n’hésita pas à vendre sa conscience. Pas plus qu’à Briand il ne lui répugna de se faire mouchard. Toute la différence entre les deux crapules est que Mirabeau réserva la trahison pour le couronnement de sa carrière, tandis que Briand eu fit l’aurore de sa vie politique. À son zénith il a la conduite de cette guerre. Cela promet pour son couchant.

Mais les « patriotes » de la Révolution comme ceux de la grande guerre, ne se troublaient pas pour de tels détails. Il leur suffisait que Mirabeau ou Danton ou Marat ou Robespierre eussent assez d’éloquence pour les persuader de la juste grandeur des crimes qu’ils leur faisaient commettre et assez d’autorité pour représenter à leurs yeux l’idéalisme républicain.

Les orateurs révolutionnaires furent dans la tradition du formalisme français. Ils sont les dignes ancêtres d’Agathon et de ces académiciens commis-voyageurs en droit anglais et en civilisation latine que nous vîmes de 1914 à 1916 parcourir le monde en tournées de conférences. Ceux-ci comme ceux-là usaient d’une phraséologie dont tous les artifices ne

tendaient qu'à une fin : imposer au cerveau de leurs foules l'uniformité d'un type social. Les chefs de la Révolution parlaient du « bon citoyen-patriote » comme aujourd'hui les chefs de la guerre se réclament tous en leurs discours du fameux « homme de justice et de civilisation ». Mais ce ne sont là que de vides formules. Derrière ces masques d'idéal carton repeint aux couleurs du jour il y a la face de pourriture de la vieille matière. Ah ! leur idéalisme est toujours la même farce. Les cabotins peuvent changer et, avec eux, les artifices. Mais l'anarchiste ne s'y trompe pas. Il voit au delà de la scène après que la toile est tombée, et il y découvre la hideuse réalité sociale, toujours la même.

Aujourd'hui « l'homme de justice et de civilisation » pare d'abstractions généreuses le groin de l'homme d'affaires — âpre au gain sous toutes ses formes. Le « héros de l'idéal humanitaire », le « guerrier du droit », le « défenseur des petits peuples » autant de masques dont se pare la Bête humaine à l'aurore du xx^{e} siècle — la Brute organisée et socialisée selon tous les progrès de la Science pratique. La « grande guerre » n'est pas autre chose qu'une ruée de ventres géographiquement assemblés. Tel est le droit humain.

La Révolution française de 1789 fut une affaire du même genre. En ce temps-là le type-fixe n'était pas le ventre — c'était la tête, mais cela n'en valait guère mieux — car la fonction cérébrale de l'homme social n'est en rien supérieure à sa fonction digestive. Un homme qui ne se possède pas individuellement, pense absolument comme il digère — avec la même inconscience uniformément soumise à un mécanisme collectif. Cependant, tandis que nos hommes-ventre d'aujourd'hui ne se préoccupent que de la quantité des matières qu'ils s'arrachent, les hommes-têtes d'hier prétendaient leur accorder quelque qualité. Aussi se décapitaient-ils pour des questions de « préséance » au lieu de s'éventrer, comme nos contemporains, pour des questions de « bénéfices ». Ainsi eurent-ils le masque du « bon citoyen » à

la place de celui de « bon civilisé » et la Grande Révolution eut l'air de faire couler tant de sang uniquement pour accorder à tous les citoyens l'égalité du droit politique. Cela nous semblerait une bien grosse cause matérielle pour si peu d'effet moral. Allons donc ! levons le masque du « bon citoyen » et découvrons la face du bon bourgeois faisant s'assassiner des milliers de jeunes hommes afin de transférer à son profit les « biens » très matériels du noble et du moine. Tel est le droit républicain.

La Révolution avait affirmé un nouveau type social. Par le sang et par le feu elle avait imposé aux hommes la forme dans laquelle ils devaient se mouler tous – celle qu'exigeaient les intérêts d'une ascendante collectivité. Le droit républicain ne fut que le sanctionnement de l'ordre bourgeois succédant à l'ordre nobiliaire. Il s'édifia sur les ruines du droit royal, mais sans manquer, pour sa construction, d'en utiliser les épars matériaux. La Révolution française n'était qu'un progrès se réalisant avec brusquerie. Les termes s'intervertissaient, mais l'équation restait identique. Sous une forme neuve l'ordre social continuait à vivre « idéalement » sur la mort de toute harmonie individuelle. À l'heure où la décadence du « bon sujet » risquait de faire surgir miraculeusement un individu en chaque homme, le « bon citoyen » naquit à temps pour prendre, *de mains de maîtres*, ces pauvres âmes que les débiles phalanges du vieux type allaient abandonner à leurs propres forces. En quelques coups de guillotine 1790 régularisa la situation et ce que les deux Terreurs ne purent faire, les 25 ans de massacres des guerres de la Révolution et de l'Empire y suffirent amplement. Après 1815, la France était mûre pour le droit républicain. La Restauration ne fut qu'un stage – quelque chose dans le genre d'une convalescence d'opération, une sorte de relèvement de couches qui lui permit de prendre quelques forces aux rêves du passé avant de se remettre au vigoureux régime du Progrès.

Mais le « bon sujet » avait eu lui aussi ses jours

d’adolescence. Il fut un temps où il se parait des sourires de la jeunesse et des chefs-d’œuvre de la pensée. En ce temps-là il n’était pas ce lamentable gâteux nobiliaire tremblant de frousse aux chants de la « canaille ». Il redressait un torse d’ardeur sous les « fraises » du pourpoint et un jarret de mâle sous les dentelles du « jabot ». Il brillait à l’esprit et à la guerre. Il était le triomphateur des ruelles et des camps. Il était à la cour ; il était à la ville et, quand il traversait les champs, tous s’inclinaient devant sa puissance. Il était le type social — on disait alors *mondain*, mais cela revient au même — le modèle vers lequel tous les « gens de bien » tournaient des yeux d’attention. Pour le réaliser, tous s’efforçaient ; la machine de l’État ne fonctionnait que pour son bien-être et les Lettres, en le respectant, ne cessaient de l’illustrer. Il avait sa philosophie comme sa politique, comme son crédit. Mais alors, en ces temps de floraison épanouie, il ne se disait pas le « bon sujet ». Il lui plaisait de se décorer du titre plus noblement général d’« honnête homme ».

Au xvi^e^ siècle, on disait un « honnête homme » absolument comme au xix^e^ on disait un « bon citoyen » et comme le xx^e^ siècle dit un « homme libre ». Le droit humain succède au droit républicain qui, lui-même, a succédé au droit royal, mais tout cela n’est qu’une question de formes. Au fond, rien ne change du monde social ; « homme civilisé », « bon citoyen », « honnête homme », sont des synonymes d’un unique terme : « *l’homme comme il faut* », c’est-à-dire l’homme selon les lois, règles et conventions de la société de son temps, l’homme selon le type — le type fait homme — l’être humain comme il faut qu’il soit s’il ne veut pas mourir de honte, de guillotine ou de faim — l’homme dressé selon les besoins du milieu social auquel il lui faut appartenir s’il n’a pas le courage d’entreprendre avec les forces de matière une lutte à mort qui est pourtant la seule condition de la vie de son âme.

[/André Colomer./]

Extrait d’un long ouvrage inédit, écrit pendant la guerre (1915-1916) et qui attend encore son éditeur.